

Sur la proposition du Vice-Premier ministre et Ministre des Finances, chargé de la Loterie Nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 juillet 2012 fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques instantanées organisées par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information, les phrases commençant par les mots « Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 » et finissant par les mots « par défaut de 75. » sont remplacées par les phrases suivantes :

« Le nombre maximal de prises de jeu pour un même joueur est fixé par la Loterie Nationale. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3, ce nombre maximal ne peut être supérieur à 75 par période de 24 heures, celle-ci étant calculée conformément aux dispositions de l'alinéa 2, 1^o. Le joueur a la possibilité de diminuer ou de ramener à zéro ce plafond, de le relever ultérieurement sans qu'il dépasse le nombre maximal de prises de jeu fixé par la Loterie Nationale. ».

Art. 2. Dans l'article 19/8, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 19 décembre 2018, les phrases commençant par les mots « Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3 » et finissant par les mots « par défaut de 75. » sont remplacées par les phrases suivantes :

« Le nombre maximal de prises de jeu pour un même joueur est fixé par la Loterie Nationale. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3, ce nombre maximal ne peut être supérieur à 75 par période de 24 heures, celle-ci étant calculée conformément aux dispositions de l'alinéa 2, 1^o. Le joueur a la possibilité de diminuer ou de ramener à zéro ce plafond, de le relever ultérieurement sans qu'il dépasse le nombre maximal de prises de jeu fixé par la Loterie Nationale. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier ministre et Ministre des Finances,
chargé de la Loterie Nationale,
V. VAN PETEGHEM

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Nationale Loterij,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 18, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2012 tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare instantloterijen georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij, worden de zinnen beginnend met de woorden "Onder voorbehoud van de bepalingen van het derde lid" en eindigend met de woorden "te overschrijden." vervangen door de volgende zinnen:

"Het maximaal aantal deelnemingsverwervingen voor eenzelfde speler wordt bepaald door de Nationale Loterij. Onder voorbehoud van de bepalingen van het derde lid, mag dat maximaal aantal niet hoger zijn dan 75 per periode van 24 uren, berekend overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, 1^o. De speler kan dit plafond verlagen of het tot nul herleiden, hij kan het later ook verhogen zonder evenwel het door de Nationale Loterij bepaalde maximaal aantal deelnemingsverwervingen te overschrijden."

Art. 2. In artikel 19/8, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 19 december 2018, worden de zinnen beginnend met de woorden "Onder voorbehoud van de bepalingen van het derde lid" en eindigend met de woorden "te overschrijden." vervangen door de volgende zinnen:

"Het maximaal aantal deelnemingsverwervingen voor eenzelfde speler wordt bepaald door de Nationale Loterij. Onder voorbehoud van de bepalingen van het derde lid, mag dat maximaal aantal niet hoger zijn dan 75 per periode van 24 uren, berekend overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, 1^o. De speler kan dit plafond verlagen of het tot nul herleiden, hij kan het later ook verhogen zonder evenwel het door de Nationale Loterij bepaalde maximaal aantal deelnemingsverwervingen te overschrijden."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,
belast met de Nationale Loterij,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2023/42851]

23 JUIN 2023. — Arrêté royal apportant des modifications en matière de précompte professionnel

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, l'article 275, § 1^{er} ;

Vu l'AR/CIR 92 ;

- l'article 88 ;

- l'annexe III ;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1992 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant :

- que l'annexe III à l'AR/CIR 92 a été profondément revue en ce qui concerne le précompte professionnel dû à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2023 par rapport aux années précédentes ;

- que suite à cette refonte, des erreurs de forme et de référence se sont retrouvées dans l'annexe III telle que publiée au *Moniteur belge* ;

- que cette situation peut engendrer des confusions dans l'application correcte du précompte professionnel pour les contribuables concernés ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2023/42851]

23 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van de bedrijfsvoorheffing

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 275, § 1;

Gelet op het KB/WIB 92;

- artikel 88;

- bijlage III;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2022 tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende:

- dat de bijlage III van KB/WIB 92 ingrijpend is herzien met betrekking tot de bedrijfsvoorheffing die verschuldigd is op inkomsten betaald of toegekend vanaf 1 januari 2023 in vergelijking met voorgaande jaren;

- dat na deze herziening vorm- en verwijzingsfouten werden gevonden in de bijlage III zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

- dat deze situatie verwarring kan veroorzaken bij de correcte toepassing van de bedrijfsvoorheffing voor de betrokken belastingplichtigen;

- qu'actuellement le traitement au niveau du précompte professionnel des primes de fin d'année et des primes de fidélité payées ou octroyées par des Fonds de sécurité d'existence n'est pas explicitement réglé dans l'annexe III ;

- que cette situation entraîne dans la pratique des applications aléatoires et erronées de la retenue du précompte professionnel par les débiteurs de celui-ci ;

- qu'un taux de précompte professionnel uniforme de 23,22 p.c. (sans réduction) se justifie pour les primes susmentionnées ;

- que par le passé, un précompte professionnel de 11,11 p.c. (sans réduction) pouvait être appliqué aux rémunérations payées à des personnes qui reentraient dans les catégories déterminées par le fonctionnaire chargé de la direction générale de l'Administration générale de la fiscalité et qui, eu égard aux conditions dans lesquelles elles exercent leur activité professionnelle, sont rémunérées selon des modalités spéciales ;

- que cette délégation a été supprimée dans l'annexe III applicable à partir du 1^{er} janvier 2023, et a été remplacée par une liste limitative de cas ;

- que, via cette délégation, les rémunérations des travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture qui ne tombaient pas dans le champ d'application du régime particulier des non-résidents, étaient auparavant soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. ;

- que cette situation n'a erronément pas été reprise dans la nouvelle liste limitative susmentionnée ;

- qu'une partie des travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture est déjà active en Belgique à partir du mois de mars ;

- que le taux de précompte professionnel de 11,11 p.c. doit déjà s'appliquer aux rémunérations pour les prestations depuis le 1^{er} janvier 2023 ;

- qu'actuellement, il est prévu que les indemnités légales d'assurance en cas d'invalidité à partir du 1^{er} juillet 2023 sont soumises au taux fixe de 11,11 p.c., sauf si les indemnités concernent une période d'invalidité qui a pris cours avant cette date ;

- qu'après concertation avec les acteurs concernés, il est apparu que l'entrée en vigueur de cette mesure devrait être reportée ;

- que l'article 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2022 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92, prévoyait l'abrogation de l'article 89 de l'AR/CIR 92 à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

- qu'il n'a toutefois pas été tenu compte de cette abrogation dans les règles d'application du précompte professionnel, reprises à l'annexe III dudit arrêté, applicables à partir du 1^{er} janvier 2023 et mises à disposition des contribuables depuis lors ;

- qu'afin de garantir une application correcte du précompte professionnel et la sécurité juridique des contribuables, l'article 89 de l'AR/CIR 92 doit être maintenu pour les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2023, et l'article 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2022 précité doit être retiré ;

- qu'afin d'éviter des problèmes de recouvrement, le précompte professionnel doit être aussi proche que possible de l'impôt final ;

- que cela doit être porté à la connaissance des redevables du précompte professionnel dans les plus brefs délais ;

- que le présent arrêté doit dès lors être pris d'urgence ;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au numéro 20 des règles d'application de l'annexe III de l'AR/CIR 92, remplacé par l'arrêté royal du 19 décembre 2022, les mots "l'alinéa précédent" sont remplacés par les mots « le n° 19 ».

Art. 2. Dans la version française du numéro 37.2 des mêmes règles d'application, les mots « 9.260,00 euros » sont remplacés par les mots « 9.620,00 euros ».

Art. 3. Dans le tableau du numéro 43 des mêmes règles d'application, les mots « autres que celles visées aux points 4 et 5 ci-avant » sont remplacés par les mots « autres que celles visées aux points 2 et 3 ci-avant ».

Art. 4. Aux numéros 57 et 58 des mêmes règles d'application, les mots « parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, section 1^{re} » sont à chaque fois remplacés par les mots « parties 2 et 3, chapitres 2, 3 et 4, sections 1^{ère} et 3 ».

- dat de behandeling op het vlak van de bedrijfsvoorheffing van de eindejaars- en de getrouwheidspremies die door Fondsen voor Bestaanszekerheid worden betaald of toegekend, momenteel niet uitdrukkelijk geregeld is in de bijlage III;

- dat deze situatie in de praktijk leidt tot willekeurige en foutieve toepassingen van de inhouding van bedrijfsvoorheffing door de schuldenaars;

- dat een uniform tarief van bedrijfsvoorheffing van 23,22 pct. (zonder vermindering) verantwoord is voor de voormelde premies;

- dat in het verleden een bedrijfsvoorheffing van 11,11 pct. (zonder vermindering) kon worden toegepast op de bezoldigingen betaald aan personen die behoren tot de categorieën bepaald door de ambtenaar belast met de algemene leiding van de Algemene administratie van de fiscaliteit en die, gelet op de omstandigheden waarin zij hun beroeps-werkzaamheid uitoefenen, volgens bijzondere regels worden bezoldigd;

- dat deze delegatie werd geschrapt in de bijlage III die van toepassing is vanaf 1 januari 2023, en is vervangen door een limitatieve lijst van gevallen;

- dat, via deze delegatie, op de inkomsten van seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw die niet onder de specifieke regeling voor niet-inwoners vallen, voorheen 11,11 pct. bedrijfsvoorheffing werd ingehouden;

- dat dit geval ten onrechte niet werd opgenomen in de nieuwe bovenvermelde limitatieve lijst;

- dat een deel van de seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw al vanaf maart in België actief is;

- dat het tarief bedrijfsvoorheffing van 11,11 pct. al op de bezoldigingen voor de vanaf 1 januari 2023 geleverde prestaties van toepassing moet zijn;

- dat momenteel is voorzien dat invaliditeitsuitkeringen vanaf 1 juli 2023 aan de bedrijfsvoorheffing worden onderworpen tegen het vlak tarief van 11,11 pct., tenzij het uitkeringen betreft met betrekking tot een tijdvak van invaliditeit dat is ingegaan vóór die datum;

- dat na overleg met de betrokken actoren is gebleken dat de inwerkingtreding van deze maatregel best wordt uitgesteld;

- dat artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 december 2022 tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing, voorzag in de opheffing van artikel 89 van het KB/WIB 92 vanaf 1 januari 2023;

- dat met deze opheffing echter geen rekening werd gehouden in de toepassingsregels van de bedrijfsvoorheffing, opgenomen in bijlage III van voornoemd besluit, die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2023 en sindsdien ter beschikking werden gesteld van de belastingplichtigen;

- dat om een correcte toepassing van de bedrijfsvoorheffing en de rechtszekerheid van de belastingplichtigen te garanderen, artikel 89 van het KB/WIB 92 moet worden gehandhaafd voor de inkomsten betaald of toegekend vanaf 1 januari 2023, en artikel 4 van voormeld koninklijk besluit van 19 december 2022 moet worden ingetrokken;

- dat om invorderingsproblemen te vermijden, de bedrijfsvoorheffing best zo nauw mogelijk aansluit bij de uiteindelijk verschuldigde belasting;

- dat dit ten spoedigste ter kennis moet worden gebracht van de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing;

- dat dit besluit dus zo snel mogelijk moet worden genomen;

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In nummer 20, van de toepassingsregels van de bijlage III van het KB/WIB 92, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 december 2022, worden de woorden "het eerste lid" vervangen door de woorden "nr. 19".

Art. 2. In de Franse versie van nummer 37.2 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "9.260,00 euros" vervangen door de woorden "9.620,00 euros".

Art. 3. In de tabel van nummer 43 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "andere dan diegenen vermeld onder punten 3 en 4 hiervoor" vervangen door de woorden "andere dan diegenen vermeld onder punten 2 en 3 hiervoor".

Art. 4. In de nummers 57 en 58 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4, afdeling 1" telkens vervangen door de woorden "van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2, 3 en 4, afdelingen 1 en 3".

Art. 5. Aux numéros 68 et 70 des mêmes règles d'application, les mots « aux n^{os} 64 et 65 » sont à chaque fois remplacés par les mots « aux n^{os} 64 à 66 ».

Art. 6. Dans la partie 3, chapitre 6, des mêmes règles d'application, une section 8/1 est insérée, qui contient un numéro 75/1, rédigée comme suit :

« Section 8/1. Primes de fin d'année et de fidélité payées par les Fonds de sécurité d'existence

75/1. Les primes de fin d'année et de fidélité payées ou octroyées par les Fonds de sécurité d'existence sont soumises au précompte professionnel au taux de 23,22 p.c. (sans réduction). ».

Art. 7. Dans la partie 3, chapitre 6, section 13, sous-section 1^{re}, des mêmes règles d'application, un numéro 82.5 est inséré, rédigé comme suit :

« 82.5. les allocations pour des prestations en tant que travailleur occasionnel dans l'horticulture ou l'agriculture telles que visées à l'article 8bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, payées ou octroyées par l'employeur. ».

Art. 8. Dans la version française du numéro 84.1 des mêmes règles d'application, les mots « pas la société » sont remplacés par les mots « par la société ».

Art. 9. Au numéro 84.3.2 des mêmes règles d'application, dans le 2^o, les mots « 1^{er} juillet 2023 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2024 ».

Art. 10. Dans la partie 7, chapitre 6, section 3, des mêmes règles d'application, dans l'intitulé de la sous-section 1^{ère}, les mots « aux n^{os} 150 et 154.1 » sont remplacés par les mots « aux n^{os} 150 et 155.1 ».

Art. 11. Au numéro 152 des mêmes règles d'application, les mots « chapitres 1 à 5 » sont remplacés par les mots « chapitre 1 à 6 ».

Art. 12. Dans la partie 7, chapitre 6, section 3, des mêmes règles d'application, dans l'intitulé de la sous-section 2, les mots « aux n^{os} 154.2 et 157 » sont remplacés par les mots « aux n^{os} 155.2 et 158 ».

Art. 13. L'article 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2022 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92, est retiré.

Art. 14. Les articles 1 à 6 et 8 à 12 entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

L'article 7 produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 15. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Art. 5. In de nummers 68 en 70 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "van nrs. 64 en 65" telkens vervangen door de woorden "van nrs. 64 tot 66".

Art. 6. In deel 3, hoofdstuk 6, van dezelfde toepassingsregels, wordt een afdeling 8/1, die een nummer 75/1 bevat, ingevoegd, luidende :

"Afdeling 8/1. Eindejaars- en getrouwheidspremies betaald door Fondsen voor Bestaanszekerheid

75/1. De eindejaars- en getrouwheidspremies die door Fondsen voor Bestaanszekerheid worden betaald of toegekend, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 23,22 pct. (zonder vermindering)."

Art. 7. In deel 3, hoofdstuk 6, afdeling 13, onderafdeling 1, van dezelfde toepassingsregels, wordt een nummer 82.5 ingevoegd, luidende :

"82.5 de bezoldigingen voor prestaties als gelegenheidswerker in de land- of tuinbouw als bedoeld in artikel 8bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders die door de werkgever worden betaald of toegekend."

Art. 8. In de Franse versie van nummer 84.1 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "pas la société" vervangen door de woorden "par la société".

Art. 9. In nummer 84.3.2 van dezelfde toepassingsregels, worden in de bepaling onder 2^o de woorden "1 juli 2023" vervangen door de woorden "1 januari 2024".

Art. 10. In deel 7, hoofdstuk 6, afdeling 3, van dezelfde toepassingsregels, worden in het opschrift van onderafdeling 1 de woorden "in nrs. 150 en 154.1" vervangen door de woorden "in nrs. 150 en 155.1".

Art. 11. In nummer 152 van dezelfde toepassingsregels, worden de woorden "hoofdstukken 1 tot 5" vervangen door de woorden "hoofdstukken 1 tot 6".

Art. 12. In deel 7, hoofdstuk 6, afdeling 3, van dezelfde toepassingsregels, worden in het opschrift van onderafdeling 2 de woorden "in nrs. 154.2 en 157" vervangen door de woorden "in nrs. 155.2 en 158".

Art. 13. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 december 2022 tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing, wordt ingetrokken.

Art. 14. De artikelen 1 tot 6 en 8 tot 12 treden in werking op 1 juli 2023.

Artikel 7 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 15. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Financiën
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/202723]

18 JUNI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 28 juin 2022, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, relative à l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des ouvriers (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/202723]

18 JUNI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 juni 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de arbeiders (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;